Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

51 | 2015

Atlantique ibérique et migrations après les
indépendances américaines

Indésirables en métropole, utiles en Algérie ? Les réfugiés politiques étrangers et la colonisation (1830-1852)

*Undesirable in Mainland France and Useful in Algeria? Foreign Political
Refugees and the Process of Colonization (1830-1852)*

*Unerwünscht in der Metropole, nützlich in Algerien ? Ausländische politische
Flüchtlinge und die Kolonisierung (1830-1852)*

Delphine Diaz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4939>

DOI : 10.4000/rh19.4939

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 187-204

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Delphine Diaz, « Indésirables en métropole, utiles en Algérie ? Les réfugiés politiques étrangers et la colonisation (1830-1852) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 51 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4939> ; DOI : 10.4000/rh19.4939

Tous droits réservés

DELPHINE DIAZ

*Indésirables en métropole, utiles en Algérie ?
Les réfugiés politiques étrangers et la colonisation
(1830-1852)*

Si la France de la Restauration avait fait office de terre d'accueil pour les exilés venus d'Europe méridionale, la Révolution de juillet 1830 suscite l'afflux d'opposants politiques issus de l'ensemble du continent : péninsules ibérique et italienne, partie russe de la Pologne, et dans une moindre mesure, États allemands. Parmi ces exilés européens venus en France, nombreux sont ceux qui se voient reconnus comme « réfugiés » par la monarchie orléaniste, bénéficiant de secours versés par le ministère de l'Intérieur. La catégorie même de « l'étranger réfugié », alors en cours de constitution¹, tend à s'adosser sur trois critères de définition essentiels : la nature authentiquement politique de la migration, le fait que l'étranger en question ait rompu tout lien avec son pays d'origine, enfin la nécessité pour lui de s'appuyer sur l'assistance financière du pays d'accueil. Autant d'éléments qui se retrouveront dans les débats suscités par la première loi française relative aux « étrangers réfugiés », adoptée non sans difficultés le 21 avril 1832, ainsi que dans les efforts faits par les textes réglementaires et les dictionnaires administratifs pour déterminer les contours juridiquement flous d'une telle catégorie.

Au début de la monarchie de Juillet, cependant, la question la plus urgente à régler pour l'exécutif n'est pas tant de définir qui sont les réfugiés que de contrôler administrativement et géographiquement les nombreux étrangers venus trouver asile en France. En septembre 1831, un rapport parlementaire estime à près de 5 400 personnes le nombre de réfugiés secourus par le gouvernement². Leur présence suscite rapidement de vives inquiétudes quant à leur localisation sur le territoire. À cette même date, la préfecture de police décide de limiter à quelques cas exceptionnels leur résidence à Paris, afin d'empêcher toute implication de leur part dans les troubles révolution-

1. Sur la définition de la catégorie de « réfugié » dans la France des années 1830, cf. Cécile Mondonico-Torri, « Les réfugiés en France sous la monarchie de Juillet : l'impossible statut », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 47-4, octobre-décembre 2000, p. 731-745, et Delphine Diaz, « Les réfugiés politiques étrangers dans la France des années 1830 : de la redéfinition des figures d'autorité à la contestation des normes », *Hypothèses*, 2011/1, p. 267-278.

2. Archives nationales (Arch. nat.), C 749, dossier n° 32, note sur la situation et la résidence des réfugiés étrangers en France, septembre 1831.

naires susceptibles d'éclater dans la capitale³. C'est ainsi que le ministère de l'Intérieur décide d'assigner massivement à résidence les réfugiés secourus dans des dépôts constitués en province, suivant une pratique qui remonte à l'exil des patriotes hollandais, accueillis dès 1787 dans le Nord de la France. Comme l'ont montré les travaux de Gérard Noiriel et de Cécile Mondonico-Torri pour la monarchie de Juillet⁴, ces dépôts de réfugiés sont généralement constitués dans de petites et moyennes villes de province, situées à distance respectable des frontières du pays, et de préférence au cœur même de l'hexagone.

Après 1831, l'exécutif cherche donc à limiter l'accès des réfugiés étrangers à la capitale en les cantonnant à un séjour forcé dans des dépôts provinciaux, option que vient conforter la loi relative aux étrangers réfugiés du 21 avril 1832. Mais parallèlement, le nouvel espace colonial qui se forme peu à peu après la conquête d'Alger en juin 1830, est vite appelé à constituer, lui aussi, un lieu de résidence et de relégation pour les réfugiés qu'accueille le pays. Après la prise d'Alger, la monarchie de Juillet hésite sur les suites à donner à cette conquête, dont les origines ont fait l'objet de récentes réévaluations⁵. Dans le cadre de cette colonisation qui ne dit initialement pas son nom – le terme d'« occupation » étant d'abord préféré⁶ –, le gouvernement de Louis-Philippe envisage d'envoyer les réfugiés étrangers installés en France vers le territoire de l'ancienne Régence d'Alger⁷, qui ne sera officiellement baptisé « Algérie » qu'en 1839. Il les invite dans un premier temps à s'engager dans la Légion étrangère créée par une ordonnance du 10 mars 1831, un corps vite appelé à prendre part à l'entreprise coloniale, puisqu'il n'est pas autorisé à servir en métropole. Dès sa fondation, la Légion est pensée comme un débouché professionnel pour des réfugiés que l'on juge désœuvrés et coûteux pour les finances publiques⁸. Comme le dit à la Chambre des pairs le maréchal Soult, alors ministre de la Guerre, peu avant l'adoption de l'ordonnance,

3. Cf. le discours prononcé à la Chambre des députés par le président du Conseil Casimir Perier le 29 novembre 1831, cité dans Jérôme Mavidal et Émile Laurent [dir.], *Archives parlementaires de 1787 à 1799. Recueil complet des débats législatifs et politiques des chambres françaises*, 2^e série, tome 72, Paris, Dupont, 1889, p. 115.

4. Gérard Noiriel, *La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, et Cécile Mondonico, « L'Asile sous la monarchie de Juillet : les réfugiés étrangers en France de 1830 à 1848 », thèse d'histoire sous la direction de Gérard Noiriel, Paris, EHESS, 1996.

5. Jean-Louis Marçot s'est penché sur la généalogie de l'expédition d'Alger et a montré les liens de celle-ci avec l'expédition d'Égypte dans *Comment est née l'Algérie française (1830-1850). La belle utopie*, Paris, Éditions de la Différence, 2012, p. 107 et sq.

6. Hélène Blais, « "Qu'est-ce qu'Alger?" : le débat colonial sous la monarchie de Juillet », *Romantisme*, 2008/1 (n° 139), p. 27. Pour avoir un panorama du renouvellement historiographique dont a fait l'objet l'Algérie du XIX^e siècle, cf. Hélène Blais, Claire Fredj et Emmanuelle Saada, « Un long moment colonial : pour une histoire de l'Algérie au XIX^e siècle », *L'Algérie au XIX^e siècle — Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 41, 2010/2, p. 7-24 ; Emmanuel Blanchard et Sylvie Thénault, « Quel "monde du contact" ? Pour une histoire sociale de l'Algérie pendant la période coloniale », *Le Mouvement Social*, n° 236, 2011/3, p. 3-7.

7. Sur la délimitation et la dénomination de ce territoire, cf. Hélène Blais, « Qu'est-ce qu'Alger?... », *loc. cit.*, p. 26.

8. Douglas Porch, *La Légion étrangère, 1831-1962*, Paris, Fayard, 1994, p. 37.

il s'agit d'imposer aux nombreux « réfugiés qui viennent chercher sur notre sol un abri contre les crises politiques »⁹ une contrepartie aux subsides qui leur sont versés, en leur enjoignant ainsi « de reconnaître, par un honorable dévouement à notre pays, les bienfaits qu'ils en ont reçus »¹⁰.

En plus de l'envoi outre-mer des légionnaires, la monarchie de Juillet réfléchit aussi aux moyens d'inciter ou de contraindre les réfugiés secourus à traverser la Méditerranée pour s'installer comme colons. L'Algérie des années 1830, qui joue tour à tour le rôle d'un « champ d'entraînement, [d'une] école de rudesse pour [les] militaires, [d'un] lieu d'éloignement pour [les] rebelles »¹¹, est aussi considérée comme le lieu idéal pour reléguer des réfugiés jugés trop nombreux ou turbulents en métropole. Leur départ permettrait *a priori* de résoudre simultanément deux problèmes : la concentration en métropole d'individus politisés et potentiellement dangereux pour l'ordre public, et l'impératif de colonisation européenne de l'Algérie. Reste à savoir si un tel projet a pu être appliqué, et s'il a répondu aux objectifs que s'étaient initialement fixés le gouvernement français. C'est en enquêtant sur les conditions de départ et d'accueil des réfugiés étrangers de l'autre côté de la Méditerranée, mais aussi sur leurs velléités de retour vers la métropole que ces questions pourront être appréhendées.

*

L'ENVOI DE RÉFUGIÉS VERS L'ALGÉRIE :

UN MOYEN D'ENCOURAGER L'ENTREPRISE DE COLONISATION ?

Après Juillet, le devenir de la colonie conquise à la fin de la Restauration est incertain. Tout au long des années 1830, l'implantation de colons en Algérie soulève de nombreuses interrogations du côté français. L'opinion publique « qui croit, à tort, à un trop plein de population, opte pour un peuplement français qui permettrait d'évacuer outre-mer les problèmes sociaux nés du chômage ouvrier, du paupérisme paysan ou des abandons d'enfants »¹². Au même titre que les paysans pauvres, les enfants abandonnés ou les délinquants, les réfugiés font partie de ces catégories d'individus jugés indésirables que l'exécutif songe à diriger vers l'Algérie dans le cadre d'une politique d'« occupation ». Les correspondances des ministères avec les différentes commissions mises sur pied

9. Discours prononcé à la Chambre des pairs par le maréchal Soult, ministre de la Guerre, le 23 février 1831, cité dans Jérôme Mavidal et Émile Laurent [dir.], *Archives parlementaires de 1787 à 1860 : recueil complet des débats législatifs et politiques des chambres françaises*, Paris, Dupont, 1888, 2^e série, tome 67, p. 132.

10. *Ibidem*.

11. Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Seuil, 1992, p. 83.

12. Jean Meyer [dir.], *Histoire de la France coloniale. La Conquête, des origines à 1870*, Paris, Pocket, 1996, p. 394-395.

pour statuer sur le sort de la nouvelle colonie¹³, mais aussi avec le « Gouvernement général des possessions françaises dans le Nord de l'Afrique » après sa création en juillet 1834¹⁴, montrent que l'option d'une assignation à résidence des réfugiés en Algérie a bel et bien existé. C'est après l'arrivée en France de la « Grande Émigration » polonaise, en 1831-1832, qu'est pour la première fois considérée avec sérieux la possibilité de contraindre des réfugiés à rejoindre la colonie, non pas seulement comme militaires au sein de la Légion étrangère, mais comme travailleurs étrangers¹⁵. La correspondance du prince Adam Czar-toryski, chef de la fraction aristocratique de la « Grande Émigration », contient un échange de lettres datant de l'été 1832 qui évoque les discussions susci-tées par un tel projet. L'un de ses correspondants, resté anonyme, dit même avoir rédigé à l'hiver 1831 un mémoire consacré à l'envoi éventuel de réfugiés polonais en Algérie, afin d'en dénoncer auprès de ceux-ci les dangers¹⁶. Ce projet « de transporter l'émigration polonaise sur les côtes d'Afrique »¹⁷, qui aurait séduit le gouvernement de Casimir Perier, est également mentionné dans l'opuscule consacré par le républicain Raspail à la question polonaise en 1839. Mais aucun document officiel ne confirme que les autorités françaises aient sérieusement envisagé de diriger les milliers de réfugiés polonais vers la nou-velle colonie. En revanche, il est incontestable que, comme d'autres réfugiés installés en France, notamment d'origine italienne, espagnole et portugaise, les Polonais ont été fortement incités, et parfois même forcés, à s'engager dans la Légion étrangère afin de combattre en Algérie¹⁸. Certains se sont investis dans les projets socialistes de colonisation, à l'instar du Polonais Jan Czyński, fouriériste, fondateur à Paris de la Librairie sociale et auteur en 1839 d'une brochure intitulée *Colonisation d'Alger* où il appelait de ses vœux une « coloni-sation peuplante »¹⁹.

Au cours des années 1830, l'option consistant à débarrasser la métropole du fardeau que représentent aux yeux du gouvernement les réfugiés secourus

13. En juillet 1833, est créée une commission d'enquête à caractère consultatif, baptisée « Commission d'Afrique », à laquelle s'ajoute à partir de décembre de cette même année une commission supérieure comprenant dix-neuf membres.

14. L'ordonnance du 22 juillet 1834 institue les « Possessions françaises dans le nord de l'Afrique », colonie militaire placée sous la tutelle du ministère de la Guerre et dirigée par un Gouverneur général tout-puissant.

15. Sur l'hésitation entre les deux types de colonies à établir, colonie militaire proprement dite, ou « colonie avec des travailleurs », cf. Hélène Blais, « Qu'est-ce qu'Alger?... », *loc. cit.*, p. 28 et sq.

16. Archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve (désormais AMAE), Mémoires et documents, Pologne, volume 31, F^o. 30, copie d'une lettre reçue par le prince Adam Czar-toryski, 10 juillet 1832.

17. François-Vincent Raspail, *De la Pologne sur les bords de la Vistule et dans l'émigration*, Paris, Bourgogne et Martinet, 1839, p. 89. Raspail y dénonce la collaboration du « comité aristocratique » dirigé par le prince Adam Czar-toryski et ses « agents affidés » à ce projet d'envoi des réfugiés outre-mer.

18. Anna Owsieńska, « La politique du gouvernement français vis-à-vis des Polonais et de la question polonaise durant les années 1832-1835 », in Daniel Beauvois [dir.], *Pologne, l'insurrection de 1830-1831 : sa réception en Europe*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 1982, p. 120. La question de l'enrôlement des réfugiés dans la Légion étrangère ne sera néanmoins pas traitée dans les limites de cet article.

19. Jean-Louis Marçot, *Comment est née l'Algérie française...*, *op. cit.*, p. 803.

réapparaît à plusieurs reprises. En 1836, Jean-Jacques Baude, alors député de la Loire et membre de la « commission supérieure d'Afrique » instituée en vertu de l'ordonnance du 12 décembre 1833, se fait le porte-parole de cette idée. Le ministre de l'Intérieur, le comte de Montalivet, tombe d'accord avec lui quant aux « avantages qu'il y aurait à chercher en Afrique une destination pour les réfugiés politiques et pour beaucoup d'hommes malheureux et turbulents qui s'agitent en France »²⁰. Montalivet demande alors à Baude d'« examiner avec soin [...] quelles pourraient être les conditions d'un pareil établissement »²¹ ; ce que celui-ci ne manque pas de faire, en envisageant d'envoyer des réfugiés à l'est d'Alger, dans « les environs de Bône et de La Calle, [...] contrée la plus propice »²². Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est le « commissaire d'Afrique », Jean-Jacques Baude, qui est choisi pour réfléchir à ce projet. Celui-ci n'en est pas à sa première tentative d'envoyer des individus jugés indésirables vers la nouvelle colonie. Lorsqu'il était préfet de police de Paris, entre décembre 1830 et février 1831, Baude avait en effet conçu un plan visant à envoyer à Alger plus de 20 000 Parisiens. Son projet, partiellement exécuté, avait abouti au départ de quelque 4 500 individus, « aux frais de la ville de Paris et de la préfecture de la Seine »²³. Ces candidats au départ cherchaient sans doute en Algérie « ce qu'ils avaient perdu en France : le pain et le travail réclamés aux directeurs des ateliers de secours de Saint-Denis, qui fermèrent après les manifestations de janvier [1831] »²⁴. Mais, malgré l'expertise acquise par Jean-Jacques Baude en matière de colonisation, le projet de transporter des milliers de réfugiés de l'autre côté de la Méditerranée ne voit finalement pas le jour.

Plutôt que de contraindre les réfugiés à rejoindre l'Algérie comme colons, le gouvernement français se résout peu à peu à les encourager à s'y installer. Quelques mesures incitatives, loin de former une politique vraiment cohérente, sont mises en œuvre à la fin de la décennie. Si la première instruction ministérielle relative aux « étrangers réfugiés » de mars 1833 faisait uniquement mention des réfugiés engagés dans la Légion étrangère et envoyés à ce titre en Algérie²⁵, les instructions suivantes, adoptées en 1839, 1840 et 1843, se penchent plus précisément sur le cas de ceux qui voudraient fixer leur résidence en Algérie, sans pour autant s'engager dans la Légion. D'un texte à l'autre, l'article 13, resté inchangé, prévoit que les réfugiés qui demanderaient à se rendre en Algérie recevront des passeports et y percevront un subside

20. Archives nationales d'Outre-mer (désormais ANOM), Aix-en-Provence, F⁸⁰ 601, lettre du commissaire du Roi en Afrique au ministère de la Guerre, 31 juillet 1836.

21. *Ibidem*.

22. *Ibidem*.

23. Jennifer E. Sessions, « Le paradoxe des émigrants indésirables pendant la monarchie de Juillet, ou les origines de l'émigration assistée vers l'Algérie », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 41, 2010, p. 68 et Jennifer E. Sessions, *By Sword and Plow. France and the Conquest of Algeria*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2011, p. 265 et *sq.*

24. *Ibidem*.

25. Article 7 de l'instruction du ministère de l'Intérieur « pour la surveillance et la direction des dépôts d'étrangers réfugiés [...] », 19 mars 1833.

au tarif exceptionnel qui, en cas de retour vers la métropole, sera réduit au taux en vigueur²⁶. La volonté d'encourager l'émigration des réfugiés comme colons s'explique en grande partie par le tournant que connaît la conquête, après la signature du traité de la Tafna avec Abd el-Kader en mai 1837 puis la chute de Constantine, qui encouragent le ministre de la Guerre Bernard, en janvier 1838, à favoriser l'émigration d'Européens vers les « Possessions dans le Nord de l'Afrique »²⁷.

Les incitations données au départ des réfugiés vers l'Algérie, qui s'affirment durant le mandat de Bugeaud comme Gouverneur général entre 1840 et 1848, se traduisent par l'octroi de permis d'embarquement gratuits sur les navires de l'État. Tous les réfugiés ne sont cependant pas appelés à bénéficier d'une telle faveur : c'est ainsi qu'apparaissent au grand jour les contradictions dans lesquelles est pris le gouvernement qui, d'un côté, songe à une expédition massive des réfugiés vers l'Algérie, mais, de l'autre, voudrait s'assurer que seuls les meilleurs candidats à l'émigration y seront envoyés. Les bénéficiaires du passage gratuit sont sélectionnés par le ministère de la Guerre parmi les sujets ayant la réputation d'être des travailleurs efficaces, capables de faire avancer la conquête coloniale. En 1841, la préfecture de la Haute-Vienne, qui étudie la demande de départ du Polonais Donat Szenfer, résidant à Limoges, prend soin d'apporter des précisions sur son profil : cet étranger a non seulement l'habitude des travaux pénibles, mais il est doué d'une force physique jugée hors normes et, à ce titre, le voyage sur un bâtiment de l'État lui est accordé²⁸. La décision sur son cas respecte les directives fixées par le ministère de la Guerre en février 1841, qui tendaient à financer en priorité le voyage des travailleurs manuels.

Si les permis de passage gratuit vers l'Algérie sont d'abord octroyés au cas par cas, une circulaire prévoit en février 1842 la généralisation de cette aide au départ à tous les réfugiés indigents qui voudraient tenter leur chance outre-mer²⁹. Cette décision s'inscrit dans le cadre du plan de colonisation adopté l'année précédente sous l'impulsion de Soult, ministre de la Guerre, qui énumérait « les moyens de fixer en Algérie une population européenne autant que possible française, assez nombreuse pour y créer promptement des intérêts et une production de quelque importance [...] »³⁰. Les effets escomptés dépassent largement les espérances du gouvernement. Aussi, en février 1845, un nouveau texte ministériel tend-il à mieux contrôler les « demandes de passage pour l'Afrique »³¹, qui se « sont multipliées de la part

26. Article 12 des instructions du ministère de l'Intérieur des 31 juillet 1839, 1^{er} décembre 1840 et 22 juillet 1843 relatives aux « étrangers réfugiés en France pour causes politiques ».

27. Jennifer E. Sessions, *By Sword and Plow...*, op. cit., p. 272.

28. ANOM, F⁸⁰ 607, lettre de la préfecture de la Haute-Vienne au ministère de la Guerre, 14 octobre 1841.

29. ANOM, F⁸⁰ 602, circulaire du ministère de l'Intérieur aux préfets, 26 février 1842.

30. Dépêche du ministre de la Guerre au Gouverneur général, 13 août 1841, citée dans *Tableau de la situation des établissements français dans l'Algérie en 1841*, Paris, Imprimerie royale, 1842, p. 138.

31. Archives départementales de Haute-Garonne, 4 M Étrangers 1, circulaire du ministère de l'Intérieur aux préfets, 22 février 1845.

des réfugiés politiques qui résident en France»³², notamment chez ceux qui ont contracté des dettes au cours de leur exil. Tandis que le ministère de l'Intérieur cherche désormais à éviter les départs individuels de réfugiés nécessaires, qui useraient du stratagème consistant à demander un passeport pour l'Angleterre³³ pour ensuite se rendre discrètement en Algérie³⁴, il consent plus volontiers à encadrer l'envoi de groupes de réfugiés vers la colonie. Après l'arrivée à Marseille d'une centaine d'exilés libéraux en provenance des États pontificaux en 1845, le préfet des Bouches-du-Rhône et le ministère de l'Intérieur prennent le parti de les diriger vers l'Algérie. Bien qu'ils appartiennent «aux classes inférieures de la société» et ne disposent d'«aucunes ressources pécuniaires»³⁵, ces Italiens, potentiels «élément[s] de désordre»³⁶ politique, sont envoyés à Alger sans bénéficier des secours : leur présence dans la colonie est vue comme potentiellement moins dangereuse qu'à Marseille³⁷.

Après février 1848, le changement de régime modifie du tout au tout l'ordre des priorités en matière de colonisation. Les réfugiés ne sont plus considérés alors comme des candidats idéaux au passage vers l'Algérie, qu'ils partent de la métropole ou directement de leur pays de départ. À partir de septembre 1848, le ministère de la Guerre se lance en effet dans une «entreprise coloniale officielle, subventionnée», visant à installer plus de 12 000 colons français en Algérie aux frais de l'État, dans des «colonies agricoles» créées en territoire militaire³⁸. Dans cette entreprise de colonisation qui se trouve à la fois relancée et revalorisée³⁹, la place accordée aux réfugiés est infime. Plusieurs convois sont organisés entre septembre 1848 et mars 1849 : les candidats au départ sont prioritairement choisis parmi les Parisiens des quartiers populaires de l'Est de la capitale. Seuls neuf individus de l'échantillon de 857 candidats volontaires du II^e arrondissement de Paris constitué par Yvette Katan s'avèrent d'origine étrangère⁴⁰.

32. *Ibidem*.

33. Le passeport pour l'Angleterre était systématiquement attribué en cas de demande de la part d'exilés politiques, la Grande-Bretagne n'opposant alors aucune limite à leur admission sur son sol entre 1823 et 1906. Bernard Porter, *The Refugee Question in mid-Victorian Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 8.

34. Arch. dép. Haute-Garonne, 4 M Étrangers 1, circulaire du ministère de l'Intérieur aux préfets, 22 février 1845.

35. ANOM, F⁸⁰ 602, lettre du ministère de l'Intérieur au ministère de la Guerre, 18 octobre 1845.

36. ANOM, F⁸⁰ 602, lettre du ministère de la Guerre au ministère de l'Intérieur, 24 octobre 1845.

37. *Ibidem*.

38. Yvette Katan, «Les colons de 1848, des proscrits? Un mythe tenace et récurrent», *Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne*, colloque des 20 au 22 juin 2006, Lyon, ENS LSH : en ligne sur le site <http://colloques-algerie-ens-lyon.fr>.

39. Cette entreprise ne doit pas être confondue avec la déportation des condamnés de juin 1848, cf. Yvette Katan, «La Seconde République et l'Algérie : une politique de peuplement?», in Jean-Luc MAYAUD [dir.], *1848 : actes du colloque international du cent cinquantième, tenu à l'Assemblée nationale à Paris, les 23-25 février 1998, organisé par la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, Paris, Creaphis, 2002, p. 391 et sq.

40. *Ibidem*.

Même après la montée en puissance puis la victoire du « parti de l'Ordre » en 1849, les réfugiés continuent d'être tenus à l'écart de ces nouveaux projets de colonisation qui favorisent le recrutement de volontaires français et leur placement dans des « villages agricoles ». Au printemps 1849, alors que le ministre des Affaires étrangères interroge son confrère de la Guerre sur la possibilité de diriger vers l'Algérie environ 300 Polonais contraints de quitter l'Autriche, ce dernier répond par la négative. L'engouement des citoyens français pour l'émigration vers l'Algérie est tel qu'il lui impose de faire des choix et d'accorder la priorité aux nationaux :

[...] dernièrement j'ai été obligé de repousser les prières d'un grand nombre de Français qui demandaient à partir comme colons. Il m'est donc impossible d'accorder cette faveur à des étrangers⁴¹.

Aucune place n'est faite en Algérie à ces Polonais venus du port de Trieste, et ce, ni dans la Légion étrangère, dont les « cadres [...] sont remplis »⁴², ni dans les rangs des simples colons, ces réfugiés n'appartenant pas, selon les termes du ministre, aux « parties de la population qui donnent le plus de garanties à l'ordre »⁴³. Quelques mois plus tard, pourtant, les départs de proscrits polonais depuis l'Autriche par les ports de l'Adriatique soulèvent de nouvelles difficultés : près de 200 Polonais quittent Trieste pour être « transportés » vers les États-Unis. Durant leur voyage, les réfugiés usent de la force pour obliger le commandant de leur navire à faire escale à Marseille, dans le but d'échapper à la déportation outre-Atlantique⁴⁴. Alors qu'est envisagée la possibilité de permettre aux Polonais de débarquer à Alger, le Bureau de la colonisation fait état de « l'impossibilité d'admettre en Algérie les étrangers dont il s'agit, soit comme colons concessionnaires, soit comme simples émigrants »⁴⁵. Malgré ces réserves initiales, les passagers du *Gian Matteo* sont acceptés sur le sol algérien, respectant en cela l'arbitrage rendu par le ministre des Affaires étrangères. Mais un mois plus tard, d'autres navires circulant en Méditerranée avec des exilés à leur bord menacent de nouveau de jeter l'ancre à Alger. En août 1849, le Gouvernement général refuse ainsi l'entrée dans le port d'Alger du *Germano*, bâtiment transportant à son bord plus de 250 exilés napolitains, et pour lesquels le consulat français à Malte avait pourtant visé un passeport collectif⁴⁶. Des deux côtés de la Méditerranée, les autorités s'accordent pour refuser que l'Algérie ne devienne « le point de mire

41. AMAE, Mémoires et documents, Pologne, volume 35, F^o. 180, lettre du ministère de la Guerre au ministère des Affaires étrangères, 20 avril 1849.

42. *Ibidem*.

43. *Ibidem*.

44. AMAE, Mémoires et documents, Pologne, volume 35, F^o. 169, lettre du ministère de la Guerre au ministère des Affaires étrangères, 28 juin 1849.

45. ANOM, F⁸⁰ 603, note de la direction des affaires de l'Algérie du ministère de la Guerre, 7 mai 1849.

46. ANOM, F⁸⁰ 603, lettre du ministère de la Guerre au ministère de l'Intérieur et au ministère des Affaires étrangères, 2 août 1849.

des réfugiés de toute nation, de toute origine, et ce qui est plus embarrassant, de toute moralité, que les événements d'Italie, de Hongrie, du Grand-Duché de Bade, *etc.*, obligent de quitter leur pays», et qui par là même «menacent de faire dominer l'élément étranger sur l'élément français»⁴⁷ dans la colonie.

Tandis qu'au début de la monarchie de Juillet l'envoi de réfugiés étrangers en Algérie pouvait encore apparaître comme un moyen de contribuer utilement à l'entreprise de colonisation, le gouvernement désapprouve de plus en plus fermement sous la Seconde République l'établissement dans la colonie de ces étrangers susceptibles de ne pas bien servir les intérêts nationaux⁴⁸. Une telle position rejoint celle du premier Gouverneur de l'Algérie, le général Pierre Berthezène, qui dénonçait en mars 1831 l'arrivée de «tous ces vagabonds que l'Espagne, l'Italie et surtout Malte ont vomis sur ces côtes»⁴⁹. La sélection des candidats au départ connaît donc de fortes fluctuations, les réfugiés étant souvent perçus avec méfiance du fait de leurs origines étrangères, de leurs faibles ressources, mais aussi de leurs compétences professionnelles, jugées inadaptées au contexte algérien.

LES RÉSULTATS DÉMOGRAPHIQUES D'UNE POLITIQUE TÂTONNANTE

Des lendemains de la conquête d'Alger à la fin de la Seconde République, les réfugiés étrangers sont tour à tour apparus comme des individus qu'il fallait encourager à aller peupler l'Algérie, puis comme des indésirables, impropres à l'entreprise de colonisation. Au-delà de son ambivalence, quelles ont été les conséquences concrètes de cette politique pour le moins hésitante? Les états nominatifs du dépôt de réfugiés d'Alger, complets pour la période allant de 1837 à 1851, permettent de dessiner les contours numériques du groupe⁵⁰.

La première remarque qu'appelle ce graphique (*page suivante*) est le faible nombre de réfugiés secourus domiciliés à Alger, dont l'effectif, essentiellement composé de Polonais, ne dépasse jamais la centaine de personnes. La forte présence des Polonais en Algérie s'explique par la large majorité qu'ils représentent alors parmi les réfugiés subventionnés en métropole : ils forment en effet plus des trois-quarts des effectifs à partir du milieu des années 1830⁵¹, et en 1850 leur part atteint même les 94 %⁵². Quant aux effets quan-

47. *Ibidem*.

48. Il faut attendre les années 1850 pour que l'«élément français» devienne majoritaire parmi les Européens établis en Algérie. Cf. Jennifer Sessions, «Les colons avant la III^e République», dans Abderrahmane Bouchène et alii [dir.], *Histoire de l'Algérie à la période coloniale : 1830-1962*, Paris, La Découverte, 2012, p. 64.

49. Dépêche du général Berthezène du 28 mars 1831, citée par Jennifer Sessions, «Les colons avant la III^e République», *loc. cit.*, p. 65.

50. ANOM, F⁸⁰ 601 ; F⁸⁰ 602 ; F⁸⁰ 603.

51. Les Polonais forment 86,8 % des réfugiés secourus en France en 1835, et encore 75,5 % en 1839.

52. *Compte rendu des séances de l'Assemblée nationale législative : exposé des motifs et projets de lois présentés par le gouvernement ; rapports de MM. les représentants*, Paris, Panckoucke, 1850, tome 10, p. 229.

titatifs de la politique d'incitation sur le nombre de réfugiés secourus établis à Alger, on peut constater que leur présence reste stable au long des années 1838-1843 et avoisine toujours les 70 personnes. Puis, le groupe s'étoffe, frôlant la centaine d'individus, accroissement que l'on peut imputer aux effets de la circulaire de février 1842 octroyant le transport gratuit à tous les réfugiés. Le nombre d'étrangers bénéficiant de secours à Alger s'effrite nettement au milieu de la décennie, passant de 96 personnes en 1845 à seulement 40 l'année suivante, avant de décliner encore jusqu'à la fin de la Seconde République. Toutefois, les registres de dépôts laissent dans l'ombre la population des exilés non secourus, particulièrement nombreux parmi les étrangers débarqués à Alger⁵³. Aussi, le déclin du nombre de réfugiés relevant du dépôt d'Alger peut autant être attribué à des départs hors de la colonie qu'à une diminution du nombre d'individus qui y bénéficient d'une aide financière. À partir de 1843, les réfugiés bénéficiant de secours à Alger voient le niveau de leurs subsides baisser, quand ceux-ci ne sont pas tout bonnement supprimés, à la demande du ministère de l'Intérieur qui souhaite par ce biais mettre les réfugiés au travail⁵⁴. Sauf exception, les exilés accueillis dans la colonie après 1845 n'obtiennent pas la faveur des secours.

Nombre de réfugiés étrangers secourus à Alger entre 1837 et 1851

Aussi utiles soient-elles, ces statistiques demeurent toutefois partielles : elles ne concernent que la province d'Alger et son département après sa création par la Seconde République, alors que d'autres réfugiés secourus ont pu

53. Un même problème statistique se pose en métropole : en 1838, le député Dagueneu estime que les réfugiés « non secourus » seraient presque aussi nombreux que ceux touchant une aide de l'État, soit 6634 personnes. Cf. Jérôme Mavidal et Émile Laurent [dir.], *Archives parlementaires...*, op. cit., Paris, Dupont, 1909, 2^e série, tome 120, p. 689.

54. ANOM, F⁸⁰ 602, lettre du ministère de la Guerre au Gouverneur général de l'Algérie, 24 août 1843.

s'installer dans les provinces de Constantine et d'Oran. Par ailleurs, les états nominatifs de réfugiés n'incluent que des hommes, ou presque : les femmes qui les ont accompagnés dans leur migration vers l'Algérie ne sont pas comprises dans ces tableaux, à moins qu'elles ne soient devenues veuves ou qu'elles vivent seules. C'est le cas de la Piémontaise Maria Tordo, débarquée à Alger avec son époux, le colonel Giuseppe Tordo, en 1836⁵⁵, veuve dix ans plus tard, et qui en 1848 signale sa détresse au Gouverneur général⁵⁶. Même si elles demeurent généralement hors des statistiques officielles, rares sont les femmes de réfugiés à avoir elles aussi connu l'exil vers la colonie. C'est d'ailleurs selon Jean-Jacques Baude l'un des motifs qui auraient entravé l'envoi en masse vers l'Algérie des réfugiés, car ils auraient encore « augment[é] la disproportion »⁵⁷ existant « entre le nombre des hommes et celui des femmes »⁵⁸ : une telle représentation genrée de la colonisation témoigne de la préoccupation croissante pour l'équilibre démographique entre les sexes⁵⁹.

À côté des informations, certes partielles, que délivrent les registres de dépôt, il faut, pour mieux évaluer le nombre de ces exilés étrangers secourus ou non, le rapporter à celui, bien plus important, des étrangers venus en Algérie pour des motifs autres que politiques. Émile Temime a montré la prédominance des Espagnols, Italiens et Maltais, qui formaient au milieu des années 1830 plus de la moitié de la population européenne vivant dans la colonie, soit environ 14 500 personnes⁶⁰. Ainsi, les réfugiés d'origine italienne pouvaient-ils être proches, à la fois d'un point de vue professionnel et politique, des simples immigrés accueillis comme colons. L'itinéraire d'un Perfetti, réfugié italien établi à Blida, où il se livre à « l'exploitation d'un four à chaux et au commerce des produits qu'il en obtient⁶¹ » tout en entretenant des correspondances politiques avec la Corse et la péninsule italienne, conduit à brouiller la frontière entre la figure du réfugié et celle du simple colon européen aux yeux du Procureur général. Quant aux Espagnols, pourtant peu nombreux au sein du groupe des réfugiés en Algérie, ils constituent en revanche le premier groupe d'Européens à s'installer dans la colonie au cours de la période (9 748 colons espagnols établis en Algérie en 1841, contre 11 322 Français à cette date). Si les cultivateurs, en particulier les journaliers, sont prédominants parmi eux, on compte aussi dans leurs rangs des militaires engagés dans la Légion qui, dotée d'un bataillon exclusivement

55. Sur le séjour de Giuseppe Tordo à Alger, cf. le *Panteon dei martiri della libertà italiana*, Turin, 1861, tome 1, p. 309 et sq.

56. ANOM, F⁸⁰ 605, lettre du ministère de l'Intérieur au ministère de la Guerre, 5 avril 1848.

57. Jean-Jacques Baude, *L'Algérie*, Paris, Arthus Bertrand, 1841, tome II, p. 479.

58. *Ibidem*.

59. En 1833, les femmes représentaient seulement 27,6 % de la population civile européenne à Alger. Cf. Rebecca Rogers, *A Frenchwoman's Imperial Story: Madame Luce in Nineteenth-Century Algeria*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 42.

60. Émile Temime, « La migration européenne en Algérie au XIX^e siècle : migration organisée ou migration tolérée », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 43, 1987, p. 37.

61. ANOM, F⁸⁰ 605, lettre du Parquet du Procureur général d'Algérie au Gouvernement général de l'Algérie, 9 novembre 1841.

espagnol dès 1832, se voit de nouveau alimentée par le départ de la péninsule d'exilés contre-révolutionnaires à la fin de la première guerre carliste, en 1839-1840⁶².

DU PAYS DE COCAGNE À L'ENFER ALGÉRIEN : LES RÉFUGIÉS EUROPÉENS EN SITUATION COLONIALE

Pour les colons français venus à Alger afin d'y trouver du travail et des terres, comme pour les réfugiés, l'arrivée dans cette contrée, pourtant décrite comme un pays de cocagne, s'avère riche en déceptions. Les conditions d'existence qu'ils y trouvent sont loin de correspondre à l'image idyllique qu'ils s'en étaient faite, ou que la propagande officielle avait diffusée. Les réfugiés doivent s'adapter à un nouveau contexte économique et professionnel : même si les étrangers secourus touchent en Algérie des subsides majorés, cela ne compense pas le surcoût de la vie dont ils font les frais dans la colonie, affectée par des pénuries. Le Polonais Félix Białkowski souligne qu'à Alger « tout est bien plus cher qu'à Paris »⁶³, où il s'accommodait de ses subsides pour survivre. Et c'est ce manque de ressources qui le pousse à demander l'autorisation de servir Abd el-Kader en septembre 1837, après la signature du traité de la Tafna qui a rendu celui-ci maître d'une grande partie de la Régence.

Comme en métropole, il est ainsi fréquent – et toléré par l'administration – que les réfugiés venus en Algérie ajoutent aux subsides le fruit d'activités professionnelles, souvent pénibles et peu rémunératrices⁶⁴. À côté des mercenaires appartenant à la Légion étrangère, qui touchent une solde régulière, les réfugiés civils voient s'ouvrir un horizon professionnel limité, essentiellement tourné vers le travail agricole, en particulier grâce aux concessions de terres qui leur sont faites. Le Polonais Théophile de Mir, simple roturier qui se fait passer en exil pour un prince⁶⁵, se rend à Alger dès 1834 après un premier séjour à Paris⁶⁶, et obtient la concession de la Rassauta, domaine fertile à 18 kilomètres d'Alger. Sur ses terres, le charismatique prince de Mir cherche à

62. Juan Bautista Vilar, *Los Españoles en la Argelia francesa, 1830-1914*, Madrid, Centro de estudios históricos, 1989, p. 81 : à la fin juillet 1840, alors que la France compte sur son sol plus de 20 000 réfugiés carlistes, 800 d'entre eux s'engagent dans la Légion étrangère pour servir en Algérie.

63. ANOM, F⁸⁰ 601, lettre de Félix Białkowski au Gouvernement général d'Algérie, 28 septembre 1837.

64. L'article 25 de l'instruction ministérielle de 1839 sur les réfugiés prévoit néanmoins la rédaction annuelle d'un état nominatif des réfugiés en activité, précisant le montant de leurs revenus. L'instruction sur les réfugiés de 1840 précise qu'en fonction des occupations trouvées par les réfugiés, des « économies » en matière d'attribution de subsides pourront être proposées par les préfets.

65. Stefan Kieniewicz a souligné l'origine roturière de cet aventurier, modeste greffier du tribunal d'Augustów. Cf. Stefan Kieniewicz, « Les émigrés polonais en Algérie (1832-1856) », *Acta Poloniae Historica*, n° 11, 1965, p. 48.

66. *Discours prononcé par le Prince Théophile Swiatopolk Piast de Mir Mirski, sur l'installation du comité organisateur de la compagnie chrétienne pour la colonisation et la civilisation de l'Afrique*, Marseille, Imprimerie de M. Olive, s. d., p. 4.

faire travailler « en bonne intelligence les indigènes et les Européens »⁶⁷ et se fait respecter des musulmans qui voient même en lui un « marabout chrétien »⁶⁸. Dès 1835, Mir demande et obtient l'installation dans sa concession de compatriotes polonais⁶⁹, puis fonde trois ans plus tard à Marseille une « Compagnie chrétienne pour la colonisation et la civilisation de l'Afrique », avant d'échouer dans ses ambitieuses entreprises agricoles. Mais pour la plupart des réfugiés qui vivent de la terre et n'obtiennent pas de telles concessions, la réalité est plus âpre : les lopins attribués ne sont généralement pas suffisamment vastes pour leur permettre de subsister, et les réfugiés manquent aussi d'outils et de semences pour mettre en valeur des terres arides. En 1838, deux colons polonais établis à Boufarik se plaignent dans une pétition de leur isolement qui les a empêchés de « pouvoir acheter les premiers nécessaires [sic] pour faire travailler leur terre »⁷⁰. À cet égard, ils ne connaissent pas une situation fort différente de celle des colons d'origine française implantés dans ce centre agricole des plaines de la Mitidja, à une époque où la mortalité avoisine les 20 % de la population des colons du fait de la malaria⁷¹. Le cheptel confié aux Européens comme aux Français s'avère insuffisant, de même que les semences promises par l'administration. En raison de cette pénurie, les réfugiés sont poussés à travailler comme manœuvres, et non plus seulement comme colons agricoles. En 1842, une circulaire du ministère de l'Intérieur facilite le départ depuis Toulon pour Alger des étrangers qui voudraient contribuer à l'assèchement et au terrassement des terres⁷².

Les petits métiers artisanaux et commerciaux représentent d'autres débouchés professionnels ouverts aux réfugiés : l'ancien officier polonais Vincent Bronikowski, établi en 1840 à Cherchell, ne parvient pas à vivre « du produit du peu de terrain qui lui a été concédé » et décide à la suite de cette expérience malheureuse de monter une « petite boutique où il vend quelques cigares »⁷³. Un état nominatif des dépôts de réfugiés d'Alger, Oran, Bône, Cherchell, Philippeville et Constantine, daté d'octobre 1842, permet de dresser un bilan des emplois trouvés dans la colonie par les 91 étrangers secourus : si 31 d'entre eux se trouvent « sans occupation »⁷⁴, 13 travaillent comme journaliers et 6 sont employés aux Ponts et Chaussées, les autres se

67. Achille Fillias, *Histoire de la conquête et de la colonisation de l'Algérie (1830-1860)*, Paris, Arnauld de Vresse, 1860, p. 192.

68. J.-M. Landmann, *Les Fermes du Petit Atlas, ou Colonisation agricole, religieuse et militaire du Nord de l'Afrique*, Paris, Perisse frères, 1841, p. 5.

69. ANOM, F⁸⁰ 607, lettre du Gouvernement général des possessions françaises dans le Nord de l'Afrique au ministère de la Guerre : « [...] son entreprise intéresse l'avenir de notre jeune colonie. »

70. ANOM, F⁸⁰ 607, pétition de colons polonais à Alger au roi des Français, 6 juillet 1838.

71. Xavier Yacono, *Histoire de l'Algérie, de la fin de la Régence turque à l'insurrection de 1954*, Versailles, L'Atlanthrope, 1993, p. 94-95.

72. ANOM, F⁸⁰ 602, circulaire du ministère de l'Intérieur aux préfets, 26 février 1842.

73. ANOM, F⁸⁰ 608, pétition de Vincent Bronikowski au ministère de la Guerre, 21 janvier 1844.

74. Les différentes « causes d'inoccupation » sont elles-mêmes précisées : « sans emploi pour cause de maladie », « sans emploi faute d'industrie », « sans travail faute de santé », « sans profession, ne parlant pas le français ».

partageant entre la domesticité et les petits métiers du commerce citadin. Cette répartition offre un vif contraste avec la liste des grades militaires ou professions civiles qu'ils occupaient avant l'exil (46 officiers, 43 sous-officiers et soldats, seulement deux domestiques). À cela s'ajoute le fait que la situation économique et professionnelle des réfugiés secourus se dégrade au fil du temps, notamment après 1845 et la décision du ministère de l'Intérieur d'inciter ces étrangers à « renoncer à l'assistance pécuniaire du gouvernement »⁷⁵. L'érosion des revenus des réfugiés s'aggrave encore avec la crise économique qui commence en 1846 en métropole. Le manque de débouchés suffisants pour employer la main-d'œuvre étrangère est d'ailleurs reconnu par les autorités sous la Seconde République. Au printemps 1849, lorsque le ministère de la Guerre dissuade le ministère des Affaires étrangères d'autoriser le débarquement de 300 Polonais à Alger, les difficultés que rencontrent les étrangers dans leur recherche d'emploi sont soulignées : dans la colonie, « [...] en ce moment, les bras ne manquent pas »⁷⁶. Tout est fait pour empêcher l'arrivée de nouveaux Européens, qui se verraient condamnés au désœuvrement et à l'indigence.

Aux difficultés professionnelles s'ajoutent les conditions sanitaires qui suscitent, comme chez les colons et militaires français partis pour l'Algérie, une surmortalité mais aussi « la multiplication d'« affections nostalgiques » »⁷⁷. Les réfugiés qui servent dans la Légion étrangère connaissent des taux de mortalité particulièrement importants. Entre 1831 et 1835, 3 200 légionnaires, soit un quart des effectifs, meurent ou sont démobilisés parce que trop affaiblis par l'épidémie de choléra qui sévit à Alger entre 1834 et 1835⁷⁸. Quant à ceux qui parviennent à achever leur service et retourner à la vie civile, les blessures et infirmités dont ils souffrent les empêchent souvent de retrouver une occupation rémunérée. Sans être exposés aux blessures ou à la mort au combat, les réfugiés civils qui s'établissent comme simples colons connaissent eux aussi de rudes conditions de vie, en faisant l'épreuve de la fièvre jaune, de la malaria, du choléra ou encore de la peste après le déclenchement d'une épidémie à Alger en 1849. L'insalubrité de la colonie constitue d'ailleurs un *leitmotiv* dans les pétitions de réfugiés, qui demandent régulièrement au Gouverneur général ou au ministère de la Guerre à pouvoir rentrer en métropole. Dans les pétitions polonaises, le climat méditerranéen apparaît comme l'un des premiers motifs de doléances. Le réfugié Kazimirski juge en 1842 que son « état de santé valétudinaire nécessite un déménagement urgent d'Alger à Toulon »⁷⁹. De même, Henri Logucki fonde sa demande

75. ANOM, F⁸⁰ 602, lettre du ministère de la Guerre au Gouverneur général de l'Algérie, 24 août 1843.

76. AMAE, Mémoires et documents, Pologne, volume 35, F^o. 180, lettre du ministère de la Guerre au ministère des Affaires étrangères, 20 avril 1849.

77. Thomas Dodman, « Un pays pour la colonie. Mourir de nostalgie en Algérie française, 1830-1880 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 3/2011 (66^e année), p. 750.

78. Daniel Porch, *La Légion étrangère...*, *op. cit.*, p. 50.

79. ANOM, F⁸⁰ 607, lettre du Gouvernement général d'Algérie, année 1 842 (s. d.).

de retour en France sur son intolérance au « climat de l'Afrique », à ses yeux la cause directe de la dégradation brutale de sa santé⁸⁰. Comme l'a montré Thomas Dodman, l'affection nostalgique demeure, jusqu'à la fin des années 1840, une condition médicale valable pour prescrire aux militaires « le retour en France avec un congé de convalescence »⁸¹. En revanche, pour les réfugiés européens venus en Algérie comme colons, après 1844, le ministère de la Guerre décide de limiter drastiquement les autorisations de retour : elles sont réservées aux seuls réfugiés dont l'état de santé aura été dûment constaté par un certificat établi par un médecin⁸².

La vie quotidienne des réfugiés qui s'installent comme colons ou qui servent dans la Légion étrangère en Algérie est encore assombrie par les risques militaires inhérents à la conquête coloniale. Après la prise d'Alger, la progression des troupes françaises se poursuit autour de la ville, et ne se stabilise provisoirement qu'après la signature du traité de la Tafna en mai 1837, assurant à la France l'occupation restreinte du Sahel et de la Mitidja. Si les déboires traversés par les hommes engagés dans la Légion étrangère sont bien connus⁸³, les risques en tous genres auxquels étaient exposés les simples colons le sont moins. Qu'ils aient été attaqués, capturés ou tués au cours des raids arabes, les réfugiés ont eux aussi souffert des tensions et des conflits avec ceux que les autorités coloniales appellent les « indigènes ». Les pétitions adressées par les réfugiés au Gouverneur général regorgent de détails sur les dangers du contexte colonial. En avril 1837, le Polonais Napoléon Borejsza explique qu'il est « tombé entre les mains de *nos* ennemis », qu'il s'est vu « dépouillé de tout »⁸⁴, et demande à ce titre un secours exceptionnel. Une note en marge de sa pétition précise que ce réfugié a été échangé contre des prisonniers arabes et qu'il ne doit sa survie qu'à ce rachat. D'autres sources font état de la disparition de colons civils moins chanceux que lui⁸⁵. Le tableau que l'on peut tracer de l'existence des réfugiés en Algérie semble ainsi rejoindre le triste constat dressé par Jan Czyński en 1839 : « Pense-t-on qu'une vingtaine d'Alsaciens, une centaine de réfugiés, en admettant qu'ils soient laborieux et dévoués, puissent tracer des routes, construire des canaux, défricher et arroser des terrains ? Non, tous leurs efforts seront inutiles [...] ». Faibles pour la production, ils seront encore faibles pour la défense, et ils

80. ANOM, F⁸⁰ 610, lettre du ministère de la Guerre au ministère de l'Intérieur, 28 novembre 1849.

81. Thomas Dodman, « Un pays pour la colonie... », *loc. cit.*, p. 751.

82. ANOM, F⁸⁰ 608, lettre du ministère de la Guerre au Gouvernement général d'Algérie, 2 novembre 1844.

83. Douglas Porch, *La Légion étrangère...*, *op. cit.*, p. 50 et sq ; Georges Blond, *Histoire de la Légion étrangère* (1964), Paris, Perrin, 2008, p. 49 et sq.

84. ANOM, F⁸⁰ 602, lettre du réfugié polonais Napoléon Borejsza au Gouvernement général d'Algérie, 22 avril 1837. Nous soulignons le possessif, qui suggère combien le réfugié en question se place dans la même communauté que celle des colons français et plus largement européens.

85. Cf. par exemple ANOM, F⁸⁰ 601, lettre du ministère de la Guerre au Gouvernement général d'Algérie, 27 août 1839.

tomberont victimes des barbares qui les tuent et se moquent de leurs travaux mesquins et improductifs »⁸⁶.

UN IMPOSSIBLE RETOUR EN MÉTROPOLE ?

Dans ces circonstances, les réfugiés perçoivent et décrivent leur assignation à résidence en Algérie comme une seconde proscription. L'étroitesse des débouchés professionnels, les terribles conditions d'hygiène et de sécurité, conduisent nombre d'entre eux à demander leur rapatriement en métropole. Toutefois, les autorités s'opposent à leur retour en masse dans la deuxième moitié des années 1830. Malgré l'abondance des requêtes où ceux-ci prétextent une intolérance au climat, arguent des conséquences néfastes d'une maladie grave, le ministre de l'Intérieur invite le ministère de la Guerre à demeurer ferme. En 1837, le premier refuse radicalement l'octroi de passeports pour la France à trois Polonais qui en ont fait la demande, soulignant que si une issue favorable était donnée, « il n'est point douteux que d'autres réfugiés résidant en Algérie ne réclameraient bientôt la même faveur »⁸⁷.

Afin d'éviter un tel mouvement, la politique d'attribution au cas par cas de feuilles de route pour la France continentale est d'ailleurs formalisée dans l'instruction du 31 juillet 1839 relative aux « étrangers réfugiés », premier texte à évoquer la question du retour vers la métropole. Son article 12 dispose que « des feuilles de route seront délivrées, par les soins de l'autorité militaire, aux réfugiés résidant en Algérie, qui désireraient venir sur le continent [...] ». Une telle disposition reste inchangée dans l'instruction adoptée l'année suivante ; elle est en revanche modifiée dans un esprit plus coercitif dans celle du 22 juillet 1843, qui précise que tous les réfugiés installés en Algérie et autorisés à regagner la métropole doivent être dirigés vers l'un des deux départements indiqués, le Var ou les Bouches-du-Rhône, c'est-à-dire vers les ports de Toulon et de Marseille, qui polarisent alors les relations maritimes avec l'Algérie, le but étant de canaliser plus strictement les flux migratoires de retour reliant la France à sa nouvelle colonie.

Le contrôle exercé sur les migrations de retour en provenance d'Algérie se fait en revanche plus lâche au début de la Seconde République, ce qui coïncide avec une politique privilégiant désormais une colonisation d'origine française. Les Polonais établis à Alger, qui souhaitent pouvoir rentrer en Pologne, sont dotés à partir de mai 1848 de feuilles de route pour les ports méditerranéens, sans aucun contrôle préalable de leur situation. Ils se voient aussi octroyer le passage gratuit pour la France à bord des bâtiments de l'État, à charge pour eux de poursuivre leur voyage à pied jusqu'à Strasbourg, point

86. Jan Czyński, *Colonisation d'Alger*, Paris, Bouchard-Huzard, 1839, p. 12.

87. ANOM, F⁸⁰ 607, lettre du ministère de l'Intérieur au ministère de la Guerre, 17 mars 1837.

de départ vers la Pologne⁸⁸. De même, en septembre 1848, 17 réfugiés radicaux espagnols qui, après avoir participé aux émeutes madrilènes du 26 mars et du 7 mai 1848⁸⁹, avaient débarqué à Cherchell, obtiennent de traverser la Méditerranée pour Toulon sur une frégate de l'État⁹⁰. Cette ouverture n'est cependant que temporaire : en juin 1850, le ministère de la Guerre donne de claires instructions en la matière au préfet d'Alger. Au motif qu'il « importe de ne pas augmenter le nombre, déjà trop considérable des réfugiés politiques qui se trouvent en France »⁹¹, les demandes de retour ou de départ de réfugiés depuis l'Algérie doivent être examinées avec la plus grande attention. Pour juguler l'augmentation du nombre de réfugiés, jugée pléthorique en métropole, il faut obliger ceux qui sont établis en Algérie à y demeurer. Ainsi les feuilles de route sont-elles de nouveau attribuées avec une grande parcimonie et seules les situations d'urgence, personnelle ou médicale, prouvées par des certificats ou des actes de notoriété, ou bien la possibilité d'embauche en métropole, peuvent susciter l'octroi des précieux sésames. À cet égard, les multiples requêtes, souvent demeurées infructueuses, des anciens passagers du *Gian Matteo* témoignent dans les années 1850-1851 du resserrement des contrôles effectués sur les déplacements de réfugiés depuis l'Algérie vers la métropole⁹².

*

En dépit de leur origine étrangère, les réfugiés civils installés à Alger ont ainsi connu des trajectoires et des conditions de vie semblables à celles des Français et des Européens établis dans la colonie qui se constituait alors. Comme eux, les réfugiés ont fait l'objet d'une politique de pré-sélection, qui visait à n'envoyer de l'autre côté de la Méditerranée que les plus aptes à l'émigration, choisis en vertu de leur force physique et de la rigueur de leur comportement moral. Après examen de leur demande, les candidats retenus parmi les réfugiés étrangers ont été aidés dans leur entreprise, par l'attribution de passeports, mais aussi par l'octroi du passage gratuit en Algérie à bord de navires de l'État, qui s'est généralisé à la fin de la monarchie de Juillet. Comme les Français, les réfugiés ont eux aussi connu un vif sentiment de déception au cours de leurs premières années passées en Algérie, du fait de la rigueur des tâches qui leur étaient imposées et de l'insalubrité de leur

88. ANOM, F⁸⁰ 609, lettre du ministère de la Guerre au Comité de l'émigration polonaise, mai 1848 (s. d.).

89. Environ un millier de personnes auraient quitté l'Espagne brutalement après avoir participé à ces émeutes. Cf. Florencia Peyrou, « 1848 et le Parti démocratique espagnol », *Le Mouvement Social*, 1/2011, n° 234, p. 26.

90. ANOM, F⁸⁰ 606, lettre du Gouvernement général d'Algérie à la sous-préfecture de la République à Toulon, 10 septembre 1848.

91. ANOM, F⁸⁰ 603, lettre du ministère de la Guerre aux préfets d'Alger, d'Oran et de Constantine, 7 juin 1850.

92. ANOM, F⁸⁰ 611, dossiers de Charles Czechowski, Joseph Mackiewicz, Antoine Bileswski ou Simon Wicherski.

nouveau cadre de vie. Le nombre élevé de départs ou de demandes de retour en métropole alors observé est toutefois loin d'être une exception, même si dans le cas des réfugiés, les entraves opposées à leur départ de la colonie se sont avérées nombreuses. Ainsi, parmi les colons d'origine parisienne partis comme volontaires pour l'Algérie entre 1848-1849, étudiés par Yvette Katan, un tiers d'entre eux avait disparu de la colonie avant la fin de l'année 1850, en raison de l'épidémie de choléra et de la surmortalité qui les frappaient de l'autre côté de la Méditerranée, mais aussi du fait des retours précipités vers la France⁹³.

Si la situation des réfugiés engagés comme mercenaires dans la Légion étrangère est bien renseignée par l'historiographie portant sur l'Algérie coloniale, en particulier par les travaux d'histoire militaire qui ont éclairé ce corps spécial à tous égards, celle des réfugiés qui ont répondu aux incitations du gouvernement en matière de colonisation civile est davantage restée dans l'ombre. Ces deux catégories de réfugiés envoyés de gré ou de force en Algérie ne doivent pas être conçues comme des groupes hermétiques. D'anciens réfugiés légionnaires revenus à la vie civile à la fin de leur engagement ou après une démobilisation ont pris le parti de s'établir en Algérie, en cherchant à s'y faire attribuer des terres. Quelques réfugiés admis comme colons à Alger ont tenté de rejoindre la Légion étrangère, gage à leurs yeux d'une intégration plus rapide à la nation française. Jugés trop nombreux et indésirables en métropole à partir du milieu des années 1830, les réfugiés accueillis en France ont pleinement contribué à la colonisation qui s'est dessinée sous la monarchie de Juillet en Algérie, même si les autorités françaises ont peu à peu cherché à les écarter pour privilégier une émigration exclusivement nationale. Il faudra ensuite attendre le Second Empire pour que la politique en la matière soit de nouveau modifiée, en vertu de deux circulaires du ministère de l'Intérieur datant de 1858 et 1859 : celles-ci prévoient que les réfugiés étrangers expulsés du territoire de l'Empire, et qui seraient refusés des pays d'asile frontaliers comme la Suisse ou la Belgique, pourront être « dirigés sur l'Algérie », seule terre de relégation susceptible de les accueillir. Si cette position est à mettre au compte du désengagement progressif du Second Empire des projets de colonisation en Algérie, elle confirme que, de nouveau, les réfugiés étrangers apparaissent comme des indésirables qui ne peuvent trouver leur place qu'outre-mer.

*Delphine Diaz est maîtresse de conférences
à l'Université de Reims Champagne-Ardenne (CERHiC)*

93. Yvette Katan, « La Seconde République et l'Algérie : une politique de peuplement ? », in Jean-Luc Mayaud [dir.], *1848...*, *op. cit.*, p. 409.